

# COMMUNE DE VRESSE-SUR-SEMOIS

## VENTE PUBLIQUE DE BOIS

*par soumissions à l'exercice 2026*

**Le 17 septembre 2025 à 16h30**

**En la salle de la Glycine, rue Albert Raty 83 à 5550 Vresse-sur-Semois**

**33 lots – 9.345 m<sup>3</sup> de résineux**

Receveur régional : Madame Caroline Alaïme

Rue Albert Raty 112

5550 Vresse-sur-Semois

Tél. : 061/46.58.34

Fax. : 061/50.15.47

Belfius BE63 0910 0054

Le cahier général des charges du 27 mai 2009, modifié par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2016 peut être consulté aux bureaux du cantonnement et de l'Administration communale ou sur le site internet : [environnement.wallonie.be/dnf/dag/forets\\_subordonnees.pdf](http://environnement.wallonie.be/dnf/dag/forets_subordonnees.pdf)

**Les lots invendus ou retirés seront remis en vente uniquement par soumissions**

**Le 08 octobre à 11h00 dans les bureaux de l'Administration communale**

**Rue Albert Raty, 112 à 5550 Vresse-sur-Semois.**

**Visite des lots : à convenir avec le titulaire du triage.**

Administration communale de Vresse-sur-Semois

112 rue Albert Raty

5550 Vresse-sur-Semois

## DISPOSITIONS PRINCIPALES DE LA VENTE

A la requête du Collège communal,

A la diligence du Receveur régional, 112 rue Albert Raty à 5550 Vresse-sur-Semois et du Chef de cantonnement la Nature et des Forêts, 4 rue du Centre à 5555 Bièvre (061/51.30.89),

Sous la présidence des Autorités communales, il sera procédé, aux endroits, jours et heures mentionnés ci-avant, à la vente publique des coupes désignées au présent catalogue, conformément aux dispositions du **Code forestier** (Décret du 15 juillet 2008) et aux conditions du **cahier général des charges** et des présentes clauses particulières, dont les amateurs peuvent prendre connaissance dans les bureaux de l'Administration communale, ainsi que dans les bureaux du Département de la Nature et des Forêts du Cantonnement de Bièvre.

### RAPPEL DE QUELQUES POINTS DU CAHIER GENERAL DES CHARGES

#### 1. Frais et T.V.A

Outre le prix d'adjudication, il doit être payé :

- par tous les adjudicataires : 3 % du prix principal à titre de frais ;
- le cas échéant, par les assujettis à la TVA, tenus à une déclaration mensuelle ou trimestrielle : 6 % du prix principal majoré des frais.

#### 2. Soumissions et déroulement de la vente

- Les soumissions sont à adresser sous pli recommandé au Président de la vente, à qui elles devront parvenir au plus tard la veille de la vente à midi, ou lui être remises en mains propres au plus tard avant le début de la séance d'adjudication du lot concerné.
- En cas d'envoi par la poste, les soumissions seront placées sous double enveloppe : l'enveloppe extérieure portant la mention « M. le Président de la vente » suivie de l'adresse de l'Administration communale de Vresse-sur-Semois, l'enveloppe intérieure portera la mention « Soumission pour la vente de bois du 17 septembre 2025 à Vresse-sur-Semois pour le lot n° ... ».
- Toute soumission incomplète ou comportant une ou des restrictions quelconques sera écartée d'office.
- Toute soumission dont le paiement n'est pas effectué au comptant (**montant total + 20 %**), à laquelle ne sera pas jointe une promesse de caution bancaire sera d'office déclarée nulle.
- La promesse d'engagement à émettre une caution bancaire doit couvrir un montant égal au total des soumissions remises, y compris les frais et la TVA.
- La vente se déroulera dans l'ordre indiqué au catalogue.
- Il sera procédé à la lecture des soumissions.
- En cas de contestation pour des soumissions d'un montant équivalent, le lot sera immédiatement tiré au sort.
- En cas de dépassement du montant porté sur la promesse de caution bancaire, le lot sera adjugé à l'offre la plus élevée suivante.
- Le paiement par moyen électronique n'est pas disponible lors de cette vente.

### 3. Objet de la vente

Sauf mention contraire dans les conditions reprises au bas des lots, le cubage est réalisé sur base d'une mesure de circonférence à 1,5 m de hauteur prise au mètre-ruban.

### 4. Paiement des chablis et des bois scolytés dans les coupes en exploitation

- Le paiement des chablis et des bois scolytés repris par l'acheteur conformément à l'article 6, § 2, se fera selon les modalités suivantes :
  - prix principal  $\leq$  1.250 € : dans les quinze jours de la notification par le Directeur financier ;
  - prix principal  $>$  1.250 € : soit dans les quinze jours de la notification par le Receveur, soit en présentant une caution bancaire conformément à l'article 13 et selon les dispositions de l'article 23, § 2.
- Les chablis et bois scolytés dans la coupe, quand ils sont remis à l'adjudicataire, lui seront facturés à un prix correspondant à :
  - 90 % du prix d'un bois sain de même essence, de même catégorie et de même qualité pour les chablis déracinés résineux ou feuillus, encore verts ;
  - 75 % du prix d'un bois sain de même essence, de même catégorie et de même qualité pour les résineux scolytés verts ;
  - 50 % du prix d'un bois sain de même essence, de même catégorie et de même qualité pour les chablis et scolytés secs ou cassés.

### 5. Etat des lieux (art. 29 du CGC)

Un état des lieux sera établi en présence de l'acheteur ou de son délégué, et de l'agent des forêts responsable du triage.

L'acheteur est tenu d'informer son personnel de toutes les caractéristiques du lot, des contraintes liées à l'abattage et à la vidange, et des précautions à prendre lors de l'exploitation. En cas de changement d'équipes d'exploitation, l'acheteur en avisera préalablement l'agent des forêts et veillera à bien informer de ces contraintes la nouvelle équipe d'exploitation, afin d'éviter tout problème par la suite.

### 6. Franchissement des cours d'eau (art. 29 du CGC)

Le cas échéant, le formulaire de demande de dérogation pour franchissement des cours d'eau, muni de son annexe pré-établie par les services compétents pour chaque lot concerné, est remis à l'acheteur (ou son délégué) lors de l'état des lieux.

### 7. Début de l'exploitation (art. 30 du CGC)

L'acheteur avertira le responsable du triage, au moins 24 heures à l'avance, du début de l'exploitation de même que de l'arrivée des débardeurs dans le lot. Après chaque interruption de plus de 15 jours calendrier sur la coupe, l'acheteur est tenu d'avertir à nouveau, au plus tard la veille, le responsable du triage de la reprise de l'exploitation.

A défaut, le responsable du triage pourra exclure du parterre de la coupe toute personne occupée à l'exploitation.

### 8. Délais d'exploitation (art. 31§1 du CGC)

Sauf indication contraire au catalogue les délais d'abattage et de vidange sont fixés au **31/03/2027**.

## 9. Prorogations des délais d'exploitation (art. 31 § 2 du CGC)

Conformément au Code forestier et à ses mesures d'exécution, les prorogations de délais d'abattage et de vidange sont de la compétence du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Toutefois, la prorogation n'est pas automatique ; elle est une procédure exceptionnelle. Elle pourra être accordée ou refusée.

L'acheteur qui ne pourrait terminer l'abattage, le façonnage des houppiers ou la vidange, dans les délais prévus, devra demander au Service forestier une prorogation de délai d'exploitation (abattage et vidange) en utilisant le formulaire joint en annexe au présent cahier des charges.

En tel cas, la prorogation susvisée du délai d'exploitation peut être sollicitée pour des périodes de 1, 2, 3 ou 4 trimestres consécutifs. Toutefois, la demande de prorogation ne pourra être renouvelée qu'une seule fois.

Conformément à l'art. 31 § 2 du Cahier général des charges, la demande de prorogation de délai d'exploitation (abattage et vidange), précisant le délai demandé, sera adressée au Chef de cantonnement du ressort du Département de la Nature et des Forêts, au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai normalement prévu. La décision est prise par le Directeur de centre.

Le Directeur de centre notifie sa décision contenant les frais de prorogation au receveur ainsi qu'à l'acheteur. Le receveur transmet la facture à l'adjudicataire.

Du seul fait du dépassement du délai d'exploitation ou du délai de prorogation, l'acheteur s'oblige à payer les indemnités pour retard d'exploitation conformément à l'article 16.

## 10. Indemnités de prorogation des délais d'exploitation (art. 31 § 2 du CGC)

Le calcul de l'indemnité d'abattage due au propriétaire pour retard d'exploitation débute à l'expiration du délai d'exploitation précisé à l'article 6 des clauses particulières du présent catalogue.

Elle est proportionnelle à la valeur des bois non coupés à l'expiration de ce délai, sur base du prix moyen du lot (prix atteint au moment de la vente, frais non compris, divisé par le volume du lot). Le taux est fixé à 1 % par trimestre de prorogation commencé.

Son **paiement** sera effectué **anticipativement** au début de la période de prorogation.

Toute prorogation de délai entraîne l'indemnité visée à l'alinéa précédent, calculée sur la valeur arrêtée au moment de la requête initiale.

Cette indemnité est indivisible par trimestre et son montant minimal est de 12,50 € par requête et par lot.

## 11. Conditions d'exploitation (art. 35 à 42 du CGC)

- Les branches et ramilles de moins de 10 cm de diamètre peuvent être abandonnées sur place, à condition de ne pas entraver la croissance des recrûs et plantations et de ne pas obstruer les fossés, aqueducs et ruisseaux. Les ramilles de moins de 4 cm de diamètre doivent toujours rester sur le parterre de la coupe. Ces branches et ramilles ne sont jamais rejetées sur les chemins et coupe-feu, ni à moins de 4 mètres de ceux-ci.
- En peuplements résineux, il est interdit aux véhicules à moteur utilisés pour l'exploitation de circuler en dehors des cloisonnements présents. Les branches devront être disposées sur les cloisonnements hormis en cas d'abattage manuel et/ou de débardage au cheval.

## **12. Débardage et stockage temporaire**

- Les marchandises en provenance de la coupe ne peuvent être entreposées ailleurs que sur le parterre de celle-ci, sans l'autorisation du propriétaire du fonds sur lequel l'exploitant désire les déposer.
- Dans le cas où un débardage ou un entreposage est prévu sur le domaine public routier régional, y compris ses dépendances, l'adjudicataire doit impérativement obtenir l'autorisation du District routier compétent afin d'établir un état des lieux avant exploitation (District de Gedinne, rue de la Station 67 à 5575 Gedinne, tél : 061/58.09.80, fax : 061/58.09.99).
- Le parterre des coupes (y compris les lieux de dépôts en forêt) ne sera pas considéré comme le chantier ou le magasin de l'exploitant.

## **13. Itinéraires balisés**

- Certains sentiers, chemins et routes ont été balisés comme itinéraires de promenade pédestre, VTT ou à ski. Les balises et panneaux sont fixés soit sur des poteaux indépendants, soit sur des arbres. L'attention des adjudicataires est attirée sur les précautions à prendre lors de l'abattage et du débardage pour que cette signalisation reste visible et que les itinéraires restent praticables aux promeneurs en tout temps. Si pour une raison quelconque liée à l'exploitation du lot, une balise ou un panneau lié au balisage devait être déplacé ou remis en place, cette opération sera effectuée sans aucun délai par l'adjudicataire, en accord avec le service forestier.

## **14. Restrictions d'accès prévues dans le cahier des charges de location de chasse**

- Afin de garantir l'exercice normal du droit de chasse et par mesure de sécurité, l'exploitation des coupes sera suspendue à partir de l'avant-veille des battues après le coucher du soleil et ce jusqu'au dernier jour de chacune d'entre elles.

## **15. Certifications forestières**

- La forêt communale de Vresse-sur-Semois est certifiée PEFC (sous-certificat n° B-292784-83) et FSC (certificat n° IMO-FM/COC-227267) Cela signifie que le propriétaire s'engage à pratiquer une gestion durable et respectueuse de l'écosystème forestier.

## CLAUSES PARTICULIERES

### **Article 1: Mode d'adjudication**

En application de l'article 4 du cahier général des charges, la vente sera faite par **soumissions**.

Les lots retirés ou invendus seront, sans publicité nouvelle et aux mêmes clauses et conditions, remis en adjudication par **soumissions** en une séance publique qui aura lieu le 8 octobre 2025 à 11h00, à l'administration communale de Vresse-sur-Semois, rue Albert Raty, 112 à 5550 Vresse-sur-Semois (061/500.306).

### **Article 2 : Gestion des bois scolytés**

Dans le cadre de la lutte contre les scolytes de l'épicéa, du 1er mars à 15 octobre, les bois scolytés dans le lot adjudgé doivent être sortis de la forêt dans les 15 jours de la notification transmise par le cantonnement, ou écorcés. A l'issue de cette période, les bois non écorcés encore présents sur la coupe ou en forêt seront écorcés par le vendeur et une indemnité de 30 euros par m<sup>3</sup> de bois traité sera due par l'adjudicataire. Par écorçage, il faut entendre l'enlèvement de l'écorce sur une surface minimale de 80 % de la grume et aucune bande d'écorce de plus de 10 cm de largeur et 3 dm<sup>2</sup> de surface ne peut rester adhérente au bois

### **Article 3 : Gestion des branches**

Les branches seront éliminées des lignes de tir et des chemins au fur et à mesure de l'exploitation. Elles seront déposées à plus de 4 mètres des chemins et 6 mètres des sources et cours d'eau.

### **Article 4 : Protection des travailleurs forestiers**

Dans le cadre de la certification forestière, les adjudicataires s'engagent au respect des bonnes pratiques dans le cadre de leurs exploitations, en ce compris l'information au public, le port des EPI et les conditions d'abattage (Règlement ILO de protection des travailleurs forestiers).

Le Directeur général,  
Sylvain BOSSART

Le Bourgmestre,  
Arnaud ALLARD

## SOUSSION (MODELE GENERAL)

Vente de bois du ..... à VRESSE-SUR-SEMOIS

Je soussigné, .....

(nom, prénom, adresse complète, Tél et GSM), nommé ci-après adjudicataire, déclare offrir pour le lot n° ..... de la vente du ..... de ..... (propriétaire), la somme de ..... €, soit en toutes lettres : .....EUROS hors frais et TVA.

Je déclare être assujetti à la T.V.A. sous le n° ..... (\*)

Je déclare ne pas être assujetti à la T.V.A. (\*)

Dans le cas où je serais déclaré adjudicataire :

**A) soit** je joins la promesse d'engagement à émettre une caution bancaire visée à l'article 13 du cahier des charges. (\*)

**B) soit** je paie immédiatement **au comptant**, séance tenante, par (\*):

- la remise d'un chèque bancaire certifié par une banque belge ou d'un pays limitrophe (\*),

- un moyen de paiement par carte bancaire, pour autant que le Receveur dispose de ce mode de paiement (\*),

**En payant au comptant** je dépose, séance tenante, au moyen d'un un chèque certifié ou une carte bancaire (si le Receveur dispose de ce mode de paiement), une somme supplémentaire correspondant à **20%** du montant total (prix principal augmenté des frais et de la TVA) et plafonnée à 6 000,00 €, à titre de **garantie** selon les modalités des articles 19§1 et 45 du cahier des charges.

Je soussigné déclare avoir parfaite connaissance des conditions du cahier des charges (clauses générales et particulières) et m'y soumettre.

Fait à ....., le .....

L'adjudicataire (signature)

**N.B.** *UNE soumission par LOT (sauf groupement de lots sur un même parterre de coupe conformément à l'article 5).*

(\*): Biffer la mention inutile

Au cas où l'adjudicataire est une société, la soumission renseignera en outre le nom de la personne physique représentant la société.

---

## **PROMESSE D'ENGAGEMENT A EMETTRE UNE CAUTION BANCAIRE<sup>1</sup> (Modèle A).**

Par la présente, l'organisme de cautionnement.....  
(nom et adresse de l'organisme de cautionnement)

s'engage à se porter caution solidaire, d'ordre et pour compte de ..... (nom et prénom du soumissionnaire), domicilié à .....

à concurrence d'un montant total et maximum de .....€, soit (en toutes lettres) ..... EUROS, couvrant le montant total de l'achat, y compris les frais et la T.V.A.,

en faveur de la Commune/du CPAS/de la FE de....., propriétaire des bois,

pour autant que .....(nom et prénom du soumissionnaire) soit déclaré adjudicataire lors de la vente des coupes qui se tiendra le .....à .....

Il est entendu qu'une partie de la caution à émettre, correspondant à 20% du montant total (prix principal augmenté des frais et de la TVA) et plafonnée à 6 000,00 EUR, sera maintenue conformément aux articles 16 et 45 du cahier des charges jusqu'à la délivrance de la décharge d'exploitation du dernier lot acquis auprès d'un même propriétaire et si nécessaire, jusqu'au paiement de l'indemnité pour prorogation de délai d'exploitation.

La Banque renoncera à tout bénéfice de discussion et le cas échéant de division de même qu'au gage qui pourraient constituer les produits acquis.

La Banque s'engage à émettre cette caution bancaire dans les 15 jours calendrier de la demande qui lui en sera faite, pour autant que cette demande parvienne à la Banque avant l'échéance du présent engagement, soit le .....(date de la vente + 4 mois).

Le présent engagement prendra fin:

- soit par l'émission de la caution précitée, en utilisation partielle ou totale de la présente promesse;
- soit contre restitution de l'original de la présente promesse;
- soit contre remise d'une attestation de non-utilisation, établie par le bénéficiaire selon le modèle en annexe;
- et en tout cas au plus tard le .....(date de la vente + 4 mois).

**Pour être valable, le présent engagement doit être revêtu des signatures de l'organisme de cautionnement (en original) (électroniques ou mécaniques) <sup>2</sup>.**

Fait à ....., le .....

(signature)  
L'organisme de cautionnement

En annexe: attestation d'utilisation (ou non-utilisation) totale ou partielle de la promesse de caution bancaire (à remplir selon le cas).

<sup>1</sup> Conformément à l'article 14 du cahier général des charges

<sup>2</sup> En fonction de la banque



**ANNEXE A LA PROMESSE D'ENGAGEMENT A EMETTRE UNE CAUTION  
BANCAIRE <sup>3</sup> (Modèle A).**

**Attestation d'utilisation ou non utilisation totale ou partielle de la promesse de caution bancaire**

Je soussigné, ....., Receveur ou représentant du propriétaire, déclare par la présente que la promesse de caution bancaire d'un montant total de ..... EUR, délivrée par ..... (organisme de cautionnement) afin de garantir l'offre de ..... lors de la vente de bois du ..... à ..... au profit de la commune de Vresse

- 1. n'a pas été utilisée (\*)
- 2. a été utilisée (\*)

à concurrence d'un montant total offert de .....€, soit en toutes lettres ..... EUROS (frais et TVA compris)

Fait à ....., le .....

(\*) Biffer les mentions inutiles

Signature(s)

Le Receveur

---

<sup>3</sup> Conformément à l'article 14 du cahier général des charges

**PROMESSE D'ENGAGEMENT (EN BLANC) A EMETTRE UNE CAUTION  
BANCAIRE <sup>4</sup> (Modèle B)**

Par la présente, l'organisme de cautionnement.....  
(nom et adresse de l'organisme de cautionnement) s'engage à se porter caution solidaire, d'ordre et pour compte de  
..... (nom et prénom du soumissionnaire), domicilié à  
.....

à concurrence d'un montant total et maximum de .....€, soit (en toutes lettres)  
..... EUROS, couvrant le montant total de l'achat,  
y compris les frais et la T.V.A.,

en faveur de (à compléter par le Receveur ou le représentant du propriétaire) .....  
....., propriétaire des bois,

pour autant que .....(nom et prénom du soumissionnaire) soit déclaré adjudicataire lors de la vente  
des coupes qui se tiendra le ..... à ..... (à compléter par le Président de la vente).

Il est entendu qu'une partie de la caution à émettre, correspondant à 20% du montant total (prix principal augmenté des frais et de la TVA) et plafonnée à 6 000,00 EUR, sera maintenue conformément aux articles 16 et 45 du cahier des charges jusqu'à la délivrance de la décharge d'exploitation du dernier lot acquis auprès d'un même propriétaire et si nécessaire, jusqu'au paiement de l'indemnité pour prorogation de délai d'exploitation..

La Banque renoncera à tout bénéfice de discussion et le cas échéant de division de même qu'au gage que pourraient constituer les produits acquis.

La Banque s'engage à émettre cette caution bancaire dans les 15 jours calendrier de la demande qui lui en sera faite, pour autant que cette demande parvienne à la Banque dans un délai de 4 mois maximum à dater de la vente et au plus tard avant l'échéance finale du présent engagement, soit le  
.....

Le présent engagement prendra fin:

- soit par l'émission de la caution précitée, en utilisation partielle ou totale de la présente promesse;
- soit contre restitution de l'original de la présente promesse;
- soit contre remise d'une attestation de non-utilisation, établie par le bénéficiaire selon le modèle en annexe;
- soit à l'issue du délai de 4 mois à dater de la vente telle que précisée dans l'attestation d'utilisation;
- et en tout cas au plus tard le .....

**Pour être valable, le présent engagement doit être revêtu des signatures de l'Organisme de cautionnement (en original) <sup>5</sup>**

Fait à ....., le .....

.....  
(signature)  
L'organisme de cautionnement

<sup>4</sup> Conformément à l'article 14 du cahier général des charges

<sup>5</sup> En fonction de la banque

## MODELE DE CAUTION BANCAIRE DEFINITIVE

Monsieur le Receveur régional  
de Vresse-sur-Semois

Par la présente, l'organisme de cautionnement.....  
(nom et adresse de l'organisme de cautionnement)  
a l'honneur de vous informer qu'il se porte caution solidaire, d'ordre et pour compte  
de..... (nom et prénom de l'adjudicataire),  
domicilié à.....  
à concurrence d'un montant total et maximum de (1).....€, soit (en toutes lettres)  
..... EUROS,  
en vue de garantir le paiement des coupes de bois (art. n°.....) dont il a été déclaré adjudicataire lors de la vente du  
..... à ..... pour le prix de .....  
.....EUROS (Frais et TVA compris).

Il est entendu que le paiement devra s'effectuer comme suit:

..... €	le.....	au plus tard
..... €	le.....	
..... €	le.....	

Tout appel à la caution devra nous parvenir dans les 45 jours suivant chaque échéance par lettre recommandée à la poste. Passé ce délai, la garantie sera automatiquement réduite à concurrence du montant échu, sauf pour la tranche portant sur la dernière échéance dont la totalité ou une partie sera maintenue conformément aux articles 16 et 45 du cahier des charges, jusqu'à la réception de la décharge d'exploitation telle qu'organisée à l'article 32.

L'article 45 du cahier des charges prévoit également qu'une somme de .....(2) EUROS sera maintenue, à titre de caution pour la réparation de dégâts éventuels survenus sur la (les) coupe(s), le paiement des indemnités de prorogation des délais d'exploitation et les frais pour non exploitation, jusqu'à réception de la décharge d'exploitation, prévue à l'article 32 du cahier des charges, de tous les lots dont question et nous notifiée par l'agent forestier du ressort et si nécessaire, jusqu'au paiement de l'indemnité pour prorogation de délai d'exploitation.

Le soussigné renonce à tout bénéfice de discussion et le cas échéant de division, de même qu'au gage que pourraient constituer les produits acquis.

Veuillez agréer, Monsieur le Receveur, nos salutations distinguées.

Fait à....., le.....

L'organisme de cautionnement (signature)

(1) total des sommes dues par l'adjudicataire à un même propriétaire y compris les frais et la T.V.A.

(2) 20% de (1) plafonné à 6 000,00 €.

## PROCES-VERBAL D'ETAT DES LIEUX (AVANT EXPLOITATION)

L'an deux mille ....., le ..... du mois de ..... à ..... heures,  
le soussigné ..... (nom et grade du responsable du triage)  
accompagné de ..... (nom et grade),  
et en présence de .....né à ..... le .....  
domicilié à .....  
acheteur du lot décrit ci-dessous (1),- représentant dûment mandaté de l'acheteur, porteur d'une procuration (1)  
.....avons procédé à un constat de l'état des lieux dans les compartiments n° .....de la forêt  
de ..... (nom du propriétaire) cantonnement de  
....., triage de.....  
et composant le lot n°..... de la vente du .....  
adjudgé à :.....

Nous y avons fait ce jour, les constatations suivantes :

1. Etat des chemins empierrés et annexes
2. Etat des chemins de terre et coupe-feu
3. Etat du sol dans de la coupe (détail par compartiment)
4. Etat (blessures au tronc ou aux racines ) des arbres réservés (éventuellement des arbres de place)
5. Etat des cours d'eau et des berges
6. Remarques diverses

En foi de quoi avons rédigé le présent constat, lequel a été présenté à ....., qui l'a signé avec nous et à qui nous avons remis le permis d'exploiter n° .....

Acheteur ou son représentant  
(signature)

Responsable du triage  
(signature)

**REM:** Le cas échéant, le formulaire de demande de dérogation pour le franchissement des cours d'eau (muni de son annexe préalablement complétée) par les services compétents, est joint en annexe au présent procès-verbal.

(1) biffer la mention inutile

**MODELE DE PROCURATION POUR L'ETABLISSEMENT DE L'ETAT DES LIEUX AVANT OU APRES  
EXPLOITATION**

A REMPLIR EN LETTRES MAJUSCULES

Je soussigné .....

- administrateur-délégué de l'entreprise .....<sup>1</sup>,
- gérant de l'entreprise .....<sup>1</sup>,
- entrepreneur indépendant <sup>1</sup>,

enregistré(e) sous le numéro de TVA .....

déclare que ....., me représente valablement pour l'établissement de l'état des lieux avant ou après l'exploitation des coupes de bois sur le territoire wallon, pour la période s'étalant du ..... au .....

Fait à ....., le .....

Signature :

Cachet de l'entreprise,

---

<sup>1</sup> Biffer les mentions inutiles

DEMANDE DE PROROGATION DES DELAIS D'EXPLOITATION  
selon l'article 31, §2 du cahier général des charges

*Document à remettre à l'agent des forêts responsable du triage*

<p>Je soussigné, adjudicataire du lot identifié ci-après :</p> <p>NOM ..... PRENOM : .....</p> <p>ADRESSE .....</p> <p>.....</p> <p>TEL ..... GSM.....</p> <p>FAX .....</p> <p>(REPRESENTANT L'ENTREPRISE .....)</p>
<p>Je demande une prorogation relative aux compartiments n°..... de la forêt de ..... située dans le cantonnement de ..... sur le triage de ..... qui constituent le lot n° ..... de la vente du ..... qui a été adjudgé pour un prix total, hors frais, de : .....€</p>
<p>Nature de la coupe : .....</p> <p>Permis d'exploiter délivré le : .....</p> <p>Echéance du délai d'exploitation initial : .....</p> <p>Volume initial de la coupe : .....m<sup>3</sup></p> <p>Volume restant sur pied : .....m<sup>3</sup></p> <p>Le cas échéant, surface non vidangée à la fin du délai initial: ..... ha</p>
<p>Je sollicite :</p> <p><input type="checkbox"/> une première prorogation <span style="margin-left: 200px;"><input type="checkbox"/> du délai d'abattage</span></p> <p><input type="checkbox"/> une seconde prorogation <span style="margin-left: 200px;"><input type="checkbox"/> du délai de vidange</span></p> <p>Pour une durée de :</p> <p><input type="checkbox"/> 1 trimestre <input type="checkbox"/> 2 trimestres <input type="checkbox"/> 3 trimestres <input type="checkbox"/> 4 trimestres</p>

*Pour rappel, le calcul de l'indemnité d'abattage débute à l'expiration du délai d'abattage précisé au cahier des charges. L'indemnité est proportionnelle à la valeur des bois non coupés à l'expiration de ce délai, sur base du prix moyen du lot (à savoir le prix atteint lors de la vente, frais non compris, divisé par le volume du lot). Le taux est fixé à 1 % par trimestre de prorogation commencé, avec un minimum de 12,50 €. Le paiement de l'indemnité doit être effectué anticipativement au début de la prorogation. La prorogation ne sera effective que lorsque la preuve de paiement des indemnités sera fournie au Chef de Cantonnement, par l'adjudicataire ou par le Receveur régional / Directeur financier communal. Entre-temps, le permis d'exploiter est suspendu, sans report possible au delà du délai légal. Chaque prorogation peut être sollicitée pour des périodes de 1, 2, 3 ou 4 trimestres consécutifs, mais la prorogation ne pourra être renouvelée qu'une seule fois. Pour la 2<sup>e</sup> année de prorogation, le taux est fixé à 2 % par trimestre. Pour les bois abattus mais non vidangés, une indemnité de vidange de 370,00 € par hectare et par année de retard s'ajoute à l'indemnité d'abattage.*

Fait à ....., le .....

L'adjudicataire,

---

La présente demande de prorogation est  confirmée au (date) .....  
 refusée

Motivation :

Fait à ....., le .....

Le Directeur,

**CALCUL DES INDEMNITES**

Abattage	Rappel du prix total de la vente, hors frais (*) : .....	€
	Date de fin d'abattage : .....	
	= Nombre de trimestres : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> x (*) x 1%	
	+ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> x (*) x 2%	= .....
		€
Vidange	Rappel surface non vidangée (**): .....	ha
	Date de fin de vidange : .....	
	= Nombre d'années : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> x (**) x 370,00 €	= .....
		€
Total		= .....
		€

**o Transmis au Chef de cantonnement**

Avis favorable / défavorable

Motivation :

Date L'Agent des Forêts

↓

**o Transmis au Directeur**Avis favorable / défavorable pour la prorogation du délai d'abattage  
Avis favorable / défavorable pour la prorogation du délai de vidange

Motivation :

Date Le Chef de Cantonnement

↓

**o Décision du Directeur**La demande de prorogation est  confirmée au .....  
 refusée

Motivation :

Date Le Directeur

**o Transmis au Directeur**

Pour information : l'exploitation du lot est terminée.

Date Le Chef de Cantonnement

↑

**o Transmis au Chef de cantonnement**L'abattage / la vidange / l'exploitation du lot est terminée.  
L'état des lieux après exploitation a été / n'a pas été réalisé (si réalisé, le joindre en annexe).

Date L'Agent des Forêts

↑

**o Transmis au responsable du triage**

Pour information et demande de suivi de la prorogation

Date Le Chef de Cantonnement

↑

**o Notification par le Chef de cantonnement**

Décision envoyée à l'adjudicataire et au Receveur régional / Directeur financier communal

Date Le Chef de Cantonnement

↑

**o Transmis au Chef de cantonnement**

Pour information et notification de la décision à l'adjudicataire et au Receveur régional / Directeur financier communal, par copie de l'original

Date Le Directeur

→